

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 4 novembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés et des contrats financés sur ressources internes et signés par la Ville de Pikine pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de la Ville de Pikine avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- des entreprises en collusion manifeste sont consultées sur la quasi - totalité des acquisitions et se partagent, à tour de rôle, aux trois figurants près, l'essentiel des marchés de la Ville de Pikine ;
- les factures pro - forma produites à l'appui des consultations sont manifestement préparées par la même source sur cinq papiers à entêtes différentes ; elles sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont utilisés, les mêmes fautes commises, les montants des offres suivent par moments une progression arithmétique de raison 20 000 F CFA, 1 000 F CFA, 500 F CFA, etc. Il apparaît

que lesdites consultations sont simulées et constituent, pour certaines, des opérations de régularisation de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires ;

- certains fournisseurs régulièrement consultés mais jamais retenus présentent néanmoins des propositions à chaque fois que de besoin pour compléter les cinq offres requises dans les procédures de DRP. Il s'agirait soient d'entreprises contrôlées par une seule personne ou ses acolytes, soient de faire - valoir utilisés pour habiller un processus de fraude en lui donnant les atours de la conformité aux règles et procédures qui régissent les DRP ;
- de nombreux marchés attribués sont de montants qui flirtent avec les seuils de passation des marchés par appel d'offres. Au regard du caractère répétitif de ces marchés qui profitent toujours aux mêmes, il y'a une forte présomption d'abus de la procédure de DRP par un fractionnement délibéré des marchés afin de se soustraire à la rigueur et à la transparence de la procédure d'appel d'offres ;
- des marchés de travaux donnent lieu à la confection de procès verbaux de réception de fournitures alors qu'il aurait du y avoir un procès verbal technique établi par la Direction des Services Techniques attestant les services faits conformément aux spécifications des cahiers de charges ;
- la sélection de l'assureur a été faite sur la base du montant de la prime à payer occultant les critères déterminants que sont l'étendue des risques couverts et le montant des capitaux garantis.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableau Récapitulatif des Violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	10
2.1	Contexte de l'intervention	10
2.2	Objectifs de la mission	10
2.3	Tâches du consultant	11
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	13
3	Approche méthodologique	15
3.1	Revue des textes	15
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	16
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	16
4	Résultats de nos travaux	19
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	19
4.2	Périmètre Couvert	20
4.3	Examen des marchés	21
4.3.1	Marchés conclus par Appels d'Offres	21
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	23
	Annexe 1 : Etat récapitulatif des DRP vérifiées	29
	Annexe 2 : Cumul des engagements au profit des principaux fournisseurs	33
	Annexe 3 : Cumul des engagements par type d'acquisition	42

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale de l'Equipement
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DASP	Direction d'Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES
<ol style="list-style-type: none">des entreprises en collusion manifeste sont consultées sur la quasi - totalité des acquisitions et se partagent, à tour de rôle, aux trois figurants près, l'essentiel des marchés de la Ville de Pikine ;les factures pro - forma produites à l'appui des consultations sont manifestement préparées par la même source sur cinq papiers à entêtes différentes ; elles sont présentées de la même façon, les mêmes caractères sont utilisés, les mêmes fautes commises, les montants des offres suivent par moments une progression arithmétique de raison 20 000 F CFA, 1 000 F CFA, 500 F CFA, etc. Il apparaît que lesdites consultations sont simulées et constituent, pour certaines, des opérations de régularisation de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires. Certains fournisseurs régulièrement consultés mais jamais retenus présentent néanmoins des propositions à chaque fois que de besoin pour compléter les cinq offres requises dans les procédures de DRP. Il s'agirait soient d'entreprises contrôlées par une seule personne ou ses acolytes, soient de faire - valoir utilisés pour habiller un processus de fraude en lui donnant les atours de la conformité aux règles et procédures qui régissent les DRP ;de nombreux marchés attribués sont de montants qui flirtent avec les seuils de passation des marchés par appel d'offres. Au regard du caractère répétitif de ces marchés qui profitent toujours aux mêmes, il y'a une forte présomption d'abus de la procédure de DRP par un fractionnement délibéré des marchés afin de se soustraire à la rigueur et à la transparence de la procédure d'appel d'offres ;des marchés de travaux donnent lieu à la confection de procès verbaux de réception de fournitures alors qu'il aurait du y avoir un procès verbal technique établi par la Direction des Services Techniques attestant les services faits conformément aux spécifications des cahiers de charges ;la sélection de l'assureur a été faite sur la base du montant de la prime à payer occultant les critères déterminants que sont l'étendue des risques couverts et le montant des capitaux garantis.

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

1. la Ville de Pikine doit se conformer aux dispositions des articles 43, 45 et 46 sur les conditions d'accès à la commande publique et réclamer aux soumissionnaires attributaires provisoires la production des pièces administratives. Ces délais de régularisation, lorsqu'ils sont accordés aux soumissionnaires doivent être précisés dans le procès verbal d'ouverture des plis. Les compléments de dossiers administratifs produits doivent aussi être mentionnés dans le procès verbal d'attribution. ESS n'a pas fourni les pièces administratives et a pourtant été désigné attributaire du lot 3 ;
2. se conformer aux dispositions de l'article 77 relatives à la procédure des DRP ;
3. Sélectionner les modes de passation appropriés au regard des budgets alloués pour éviter le fractionnement éventuel;
4. le contenu des différents documents de passation des marchés est précisé dans les documents types auxquels il convient de se référer pour être en phase avec les modèles standards définis par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics. Qu'il s'agisse des avis spécifiques de passation des marchés, des dossiers d'appel d'offres ou des différents procès verbaux...des mentions obligatoires sont édictées, qui doivent y figurer. Une mise à niveau des acteurs de la passation des marchés au niveau de la Ville de Pikine serait particulièrement indiquée pour une bonne appropriation du nouveau dispositif qui régit la passation des marchés ;
5. sélectionner les prestataires selon la procédure édictée par le NCMP.

1.3 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHÉ

Non conformités identifiées	AOO N° 1	DRP (BC N° 140)	DRP (BC N° 35)	DRP (BC N° 55)...
Attributaires	Afcop et Ets ESS	Alice Distribution	Touneg	Afcop SUARL
Montants en F CFA TTC	79 307 809	14 496 300	14 897 500	11 077 250
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice		√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√			
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés		√	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés		√	√	√
Violation de l'article 66 sur les avis d'appels d'offres	√			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√	√	√
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution	√			
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	√	√	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés		√	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau

organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- règlement Général de la Comptabilité Publique ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 199 portant Code des Collectivités locales ;

- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement.

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Ville de Pikine pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de la Ville de Pikine avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4
RESULTATS DES TRAVAUX

4 RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés préparé par la Ville de Pikine et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'avis général de passation des marchés. Le rapprochement de ce PPM avec l'état d'exécution du PPM a permis de constater qu'un seul appel d'offres a été lancé et exécuté en 2008. Nous constatons également les DRP ne sont pas incluses dans le PPM.

Une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés ont été instituées conformément aux dispositions de l'arrêté 11 586 pris en application de l'article 35 du NCMP. Les arrêtés de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés nous ont été transmis de même les copies des attestations de prise de connaissance de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics).

La Commission des Marchés est présidée par le Maire de la Ville de Pikine et comprend deux autres membres que sont le Receveur Municipal et le 13^{ème} adjoint au Maire. L'arrêté de création de la Commission des Marchés désigne en même temps les suppléants et comme Rapporteur le 2^{ème} adjoint au Maire qui se trouve être membre de la Cellule de Passation des Marchés. Cette nomination intuitu personae ne s'impose pas dès lors qu'il est dit que la Cellule de Passation des Marchés assure le secrétariat de la Commission des Marchés.

Notons que les membres de la Cellule de Passation des Marchés occupent déjà d'autres fonctions. Cette Cellule de Passation des Marchés comprend un Président en la personne du Secrétaire Général de la Mairie, un adjoint au Maire et le Directeur des Services Techniques en qualité de membres et des trois suppléants. L'arrêté de création de la Cellule de Passation des Marchés désigne le Directeur Financier comme Rapporteur. Les membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés n'ont pas suivi les formations de mise à niveau sur le NCMP mais ont une bonne connaissance des procédures de passation des marchés comme l'atteste le degré de formalisation des procédures mises en œuvre.

La Commission des Marchés de la Ville de Pikine n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus élaboré et transmis ses rapports trimestriels.

Rappel des seuils applicables à la Ville de Pikine en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

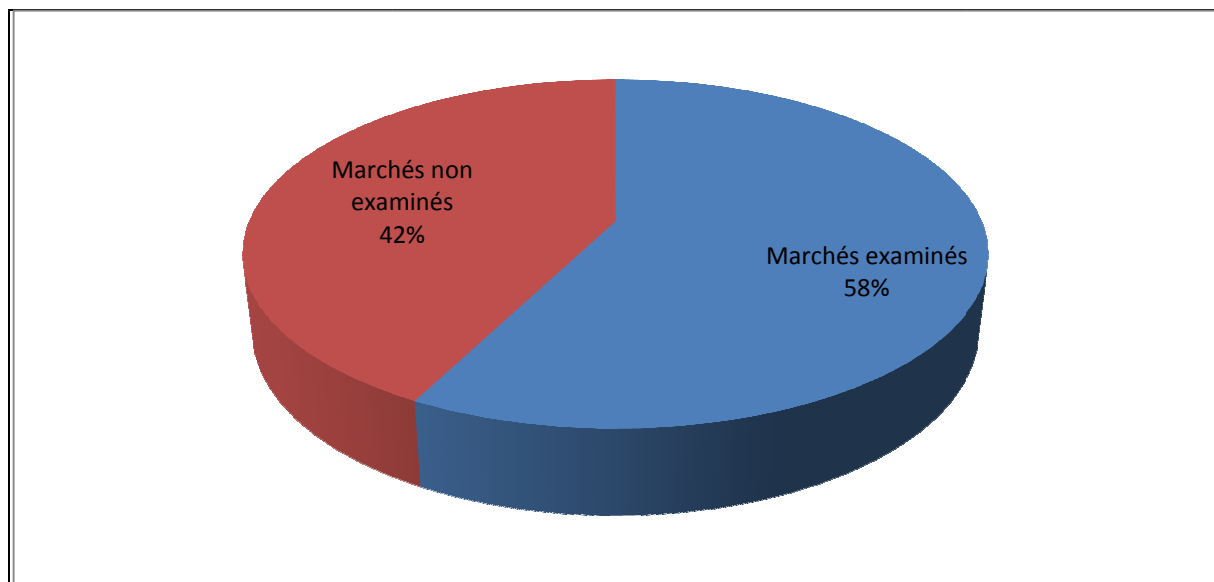
4.2 PERIMETRE COUVERT

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	79 307 809	1	79 307 809	100 %	100 %
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	194	1 715 544 360	70	961 941 211	36,08 %	56,07 %
Entente directe (ED)						
TOTAL	195	1 794 852 169	71	1 041 249 020	36,41 %	58,01 %

4.3 EXAMEN DES MARCHES

Un échantillon a été constitué à partir de la liste des marchés exécutés conformément aux termes de référence.

Nous avons examiné l'unique appel d'offres et 70 DRP soit un taux de couverture de 36,41 % en nombre et 58,01 % en valeur.



4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

La Ville de Pikine a conclu au cours de l'exercice sous revue, un seul marché par la procédure d'appel d'offres ouvert sur les six initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés soit un taux d'exécution de 16,66 %. Les principales constatations sont présentées ci - après :

AOO N° 1 - MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DE LA VILLE DE PIKINE

Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres : 05 août 2007

Date de dépôt des offres : 6 septembre 2007

Délai de préparation des offres : 30 jours

Date d'attribution: 20 septembre 2007

Date d'approbation par le Maire : 17 mars 2008

Approbation par le Préfet : 10 juin 2008

Date de notification : 2008

Délai d'exécution : 60 jours

Attributaires :

Lots 1 et 2: AFCOP pour un montant de 52 397 502 F CFA TTC

Lot 3 : Etablissements ESS pour un montant de 26 910 307 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- l'avis spécifique d'appel d'offres ne mentionne pas le mode de financement des travaux, ne fait pas référence au code des marchés qui s'applique, ne précise pas les critères de qualification requis ;
- le dossier d'appel d'offres ne prévoit pas de garantie de bonne exécution ;
- le procès verbal d'ouverture des plis ne donne aucune indication sur le nombre de candidats ayant retiré le dossier d'appel d'offres, ne précise pas la date limite de validité des cautions produites par les soumissionnaires, ne mentionne pas qu'un délai est accordé aux soumissionnaires pour compléter leurs dossiers administratifs ;
- ESS n'a pas fourni les pièces administratives et a pourtant été désigné attributaire du lot 3 en violation des dispositions des articles 43, 45 et 46 du NCMP sur les conditions d'accès à la commande publique ;
- les signatures des procès verbaux d'évaluation et d'attribution sont apposées sur une page isolée qui peut être joint à n'importe quel autre procès verbal ;
- l'approbation du Préfet a été demandé pour le marché des ETS ESS qui se chiffre à 26 910 307 F CFA alors que l'approbation du Représentant de l'Etat n'est requise que pour les marchés d'un montant supérieur ou égal à 50 millions de F CFA ;
- le contrat de AFCOP de 52 397 502 F CFA a été d'abord approuvé par le Maire avant d'être soumis au Préfet ; par ailleurs ce contrat n'a pas été enregistré aux impôts ;
- l'approbation du Préfet est faite par arrêté et n'est pas apposée sur le contrat ; en plus de l'arrêté, il conviendrait que cette approbation soit matérialisée sur le contrat ;
- le contrat comporte une nouvelle clause relative à la garantie de bonne exécution alors que cette garantie n'était pas exigée dans le dossier d'appel d'offres ;
- le rapport d'évaluation, le procès verbal d'attribution et le contrat ont été soumis à la revue de la DCMP alors que les montants sont en dessous des seuils de revue préalable ;
- les travaux sont toujours en cours alors que le délai contractuel était de 60 jours et aucune pénalité de retard n'a été réclamée aux prestataires.

Recommandations

- le contenu des différents documents de passation des marchés est précisé dans les documents types auxquels il convient de se référer pour être en phase avec les modèles standards définis par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics. Qu'il s'agisse des avis spécifiques de passation des marchés, des dossiers d'appel d'offres ou des différents procès verbaux...des mentions obligatoires sont édictées, qui doivent y figurer. Une mise à niveau des acteurs de la passation des marchés au niveau de la Ville de Pikine serait particulièrement indiquée pour une bonne appropriation du nouveau dispositif qui régit la passation des marchés ;
- au regard des dispositions de l'arrêté N° 11 584 pris en application de l'article 112 du NCMP, AFCOP attributaire des lots 1 et 2 du marché doit produire une garantie de bonne exécution. Cette garantie doit être constituée au moment de la signature du contrat. Elle doit être expressément requise dans le dossier d'appel d'offres mais ne doit pas être demandée après que l'attribution du marché ;
- la Ville de Pikine doit se conformer aux dispositions des articles 43, 45 et 46 sur les conditions d'accès à la commande publique et réclamer aux soumissionnaires attributaires provisoires la production des pièces administratives. Ces délais de régularisation, lorsqu'ils sont accordés aux soumissionnaires doivent être précisés dans le procès verbal d'ouverture des plis. Les compléments de dossiers administratifs

produits doivent aussi être mentionnés dans le procès verbal d'attribution. ESS n'a pas fourni les pièces administratives et a pourtant été désigné attributaire du lot 3 ;

- éviter d'apposer les signatures des procès verbaux d'évaluation et d'attribution sur une page isolée qui peut être jointe à n'importe quel autre procès verbal ;
- se conformer aux seuils d'approbation définis par le NCMP avant de transmettre les dossiers de passation au Représentant de l'Etat et se conformer aux seuils de revue préalable avant transmission des dossiers à la DCMP. Par ailleurs, l'approbation du Préfet, nonobstant l'arrêté préfectoral pris à cet effet, doit être matérialisée sur le contrat ;
- veiller au respect de la formalité de l'enregistrement par les attributaires de contrats.
- ne pas introduire dans le contrat des clauses autres que celles qui figurent déjà dans le dossier d'appel d'offres ;
- appliquer les clauses contractuelles relatives aux pénalités de retard. Sous ce rapport, il faudrait bannir des contrats les clauses abusives du genre de celle relative à la résiliation du contrat au cas où les pénalités de retard dépasseraient 10 % du montant du marché.

4.3.2 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Le tableau récapitulatif des DRP qui nous a été transmis comporte 194 DRP pour un montant total estimé à 1 715 544 360 F CFA. Nos vérifications ont porté sur un échantillon de 70 DRP estimées à 961 941 211 F CFA soit un taux de couverture de 36,08 % en nombre et 56,07 % en valeur.

Les anomalies identifiées dans la quasi-totalité des dossiers examinés se présentent comme suit :

- un cartel d'entreprises en collusion manifeste sont consultées sur la quasi - totalité des acquisitions et se partagent, à tour de rôle, aux trois figurants près, l'essentiel des marchés de la Ville de Pikine. Il s'agit d'ALICE DISTRIBUTION, TOUNEG, TECHNICOM, AIFA, GIE MOUSSE, AFCOP SUARL et CICOGES ;
- les factures pro - forma produites à l'appui des consultations sont manifestement préparées par la même source sur cinq papiers à entêtes différentes ; les mêmes caractères sont utilisés, les mêmes fautes commises, les montants des offres suivent par moments une progression arithmétique de raison 20 000 F CFA, 1 000 F CFA, 500 F CFA, etc. Il apparaît, par conséquent, que lesdites consultations sont simulées et constituent, pour certaines, des opérations de régularisation de marchés déjà attribués et exécutés par les prestataires. Il convient également de signaler qu'un registre courrier - départ exclusivement dédié aux DRP a été ouvert au niveau de la DAF, qui consigne par ordre chronologique, les lettres de saisine supposées transmises aux soumissionnaires short - listés. L'examen de ce registre montre que les décharges pour accuser réception du courrier sont l'exception et que l'ouverture dudit registre participe du processus général de régularisation et d'habillage d'opérations de passation des marchés ;
- certains fournisseurs régulièrement consultés mais jamais retenus présentent néanmoins des propositions à chaque fois que de besoin pour compléter les cinq offres requises dans les procédures de DRP. Il s'agirait soient d'entreprises contrôlées par une seule personne ou ses acolytes, soient de faire - valoir utilisés pour habiller un processus de fraude en lui donnant les atours de la conformité aux règles et procédures qui régissent les DRP ;

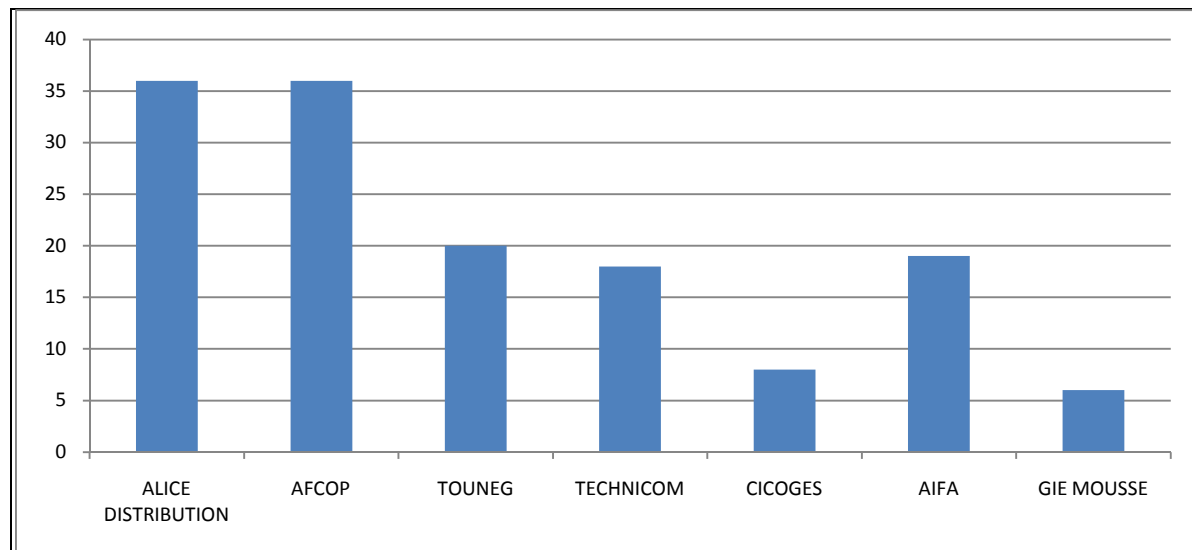
- la plupart des marchés attribués au cartel ci – avant mentionné sont de montants qui flirtent avec les seuils de passation des marchés par appel d’offres. Au regard du caractère répétitif de ces marchés qui profitent toujours aux mêmes prestataires, il y’a une forte présomption d’abus de la procédure de DRP par un fractionnement délibéré des marchés afin de se soustraire à la rigueur et à la transparence de l’appel d’offres. Les fournisseurs sont à l’évidence invités à faire des offres en dessous de la barre des 15 millions ou des 25 millions selon qu’il s’agit de fournitures et services ou de travaux :
 - sur trente six (36) marchés attribués à ALICE DISTRIBUTION, les dix neuf (19) portant sur des fournitures sont de montants oscillant entre 14 400 000 F CFA et 14 999 840 F CFA et les deux relatifs à des travaux sont respectivement de 24 355 200 F CFA et 24 499 986 F CFA à quelques milliers de francs du seuil de passation des marchés de travaux qui est de 25 millions ;
 - sur quatre marchés de travaux attribués à AFCOP SURL par DRP la volonté de se situer en dessous du seuil de passation des marchés de travaux par appel d’offres est encore établie ; les dépenses de chiffrant à 23 989 400 F CFA pour l’élitage d’arbres, 24 414 200 F CFA pour des aménagements, 23 987 925 F CFA puis 24 399 568 F CFA pour des travaux de remblais. Ces montants flirtent toujours avec le seuil de passation des marchés de travaux ; de surcroît, pour les travaux de remblais, le fractionnement du marché est également établi puisque, au cumul, ces prestations ont été facturées 48 387 493 F CFA et auraient dû faire l’objet d’un appel d’offres ;
 - TOUNEG a effectué des travaux de réparation de chaussées pour 24 496 800 F CFA et des travaux d’aménagement de trottoirs facturés 24 497 036 F CFA pour ne pas atteindre le seuil de passation des marchés par appel d’offres. Ces travaux cumulés se chiffrent à 48 993 836 F CFA et auraient dû faire l’objet de deux lots d’un marché à conclure par appel d’offres ;
 - des prestations ont été confiées à TOUNEG pour la confection d’imprimés et de registres facturés 14 897 500 F CFA, la confection de tickets de marchés pour 14 897 500 F CFA encore, la confection d’habillements pour 14 455 000 F CFA avec toujours le souci de ne pas atteindre le seuil de 15 000 000 F CFA. Le fractionnement des marchés, le flirt permanent avec les seuils de passation des marchés semblent érigés en règles de gestion de la commande publique ;
- des marchés de travaux donnent lieu à la confection de procès - verbaux de réception de fournitures alors qu’il aurait du y avoir un procès - verbal technique établi par la Direction des Services Techniques attestant les services faits conformément aux spécifications des cahiers de charges (travaux de peinture et travaux d’entretien de véhicules confiés à ALICE DISTRIBUTION) ;
- les contrats d’assurance ont fait l’objet d’un fractionnement avec l’émission de quatre (4) bons de commande à ASSURCO pour un montant cumulé estimé à 44 337 531 F CFA dont 6 718 570 F CFA pour la responsabilité civile, 7 799 550 F CFA pour les accidents du travail, 14 978 389 F CFA pour les bâtiments et l’incendie et 14 841 122 F CFA pour les véhicules. Il convient de noter que l’évaluation des offres des cinq soumissionnaires (quatre compagnies et un courtier qui a été déclaré curieusement moins disant) sur la base du montant des primes

facturées ne permet pas de sélectionner l'offre conforme la moins disante. Non seulement le dossier qui nous a été présenté ne comporte pas les lettres de saisine, mais le procès - verbal d'évaluation des offres ne fait pas une véritable comparaison au regard de l'étendue des risques couverts et des capitaux garantis qui sont les critères déterminants d'évaluation des offres en matière de couverture d'assurance ;

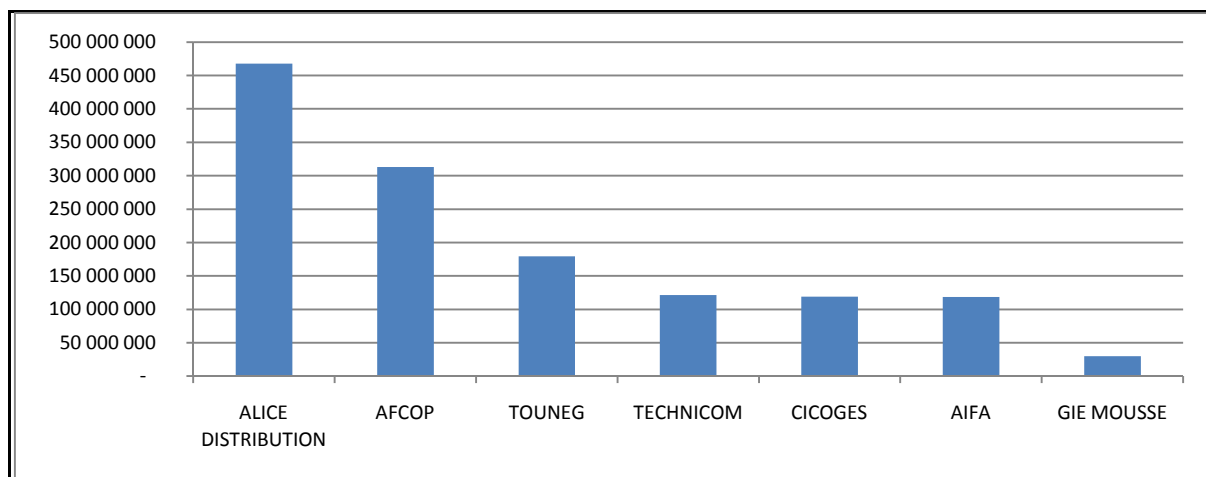
- des marchés de travaux donnent lieu à la confection de procès verbaux de réception de fournitures alors qu'il y'aurait du y avoir un procès verbal technique établi par la Direction des Services Techniques attestant les services faits conformément aux spécifications des cahiers de charges.

Les tableaux récapitulatifs ci – après sont une illustration du nombre et de la valeur des marchés confiés par la Ville de Pikine à ses principaux fournisseurs.

Fournisseurs	Nombre	Valeur
ALICE DISTRIBUTION	36	467 552 791
AFCOP	36	313 202 380
TOUNEG	20	179 173 197
TECHNICOM	18	121 382 110
CICOGES	8	119 189 062
AIFA	19	118 477 900
GIE MOUSSE	6	30 048 287
TOTAL	143	1 349 025 727



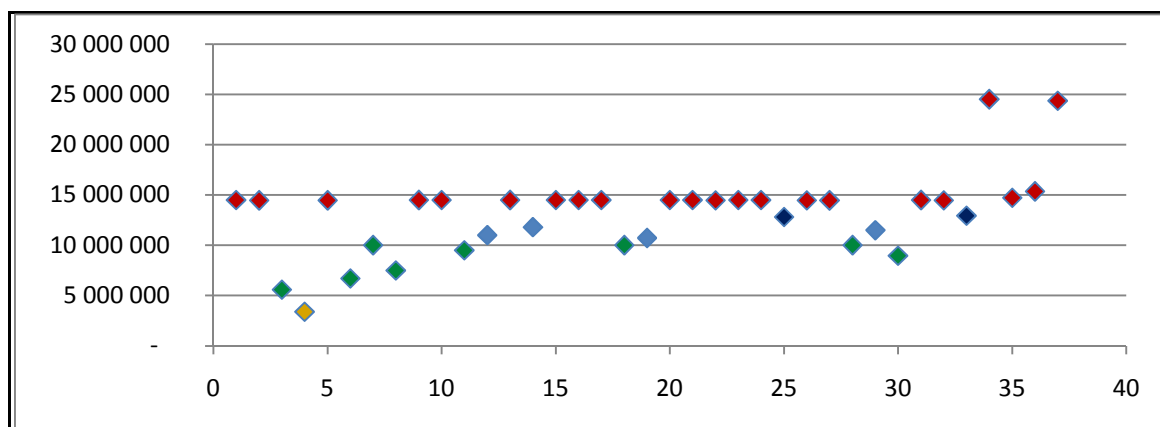
NOMBRE DE MARCHES ATTRIBUES AUX PRINCIPAUX FOURNISSEURS



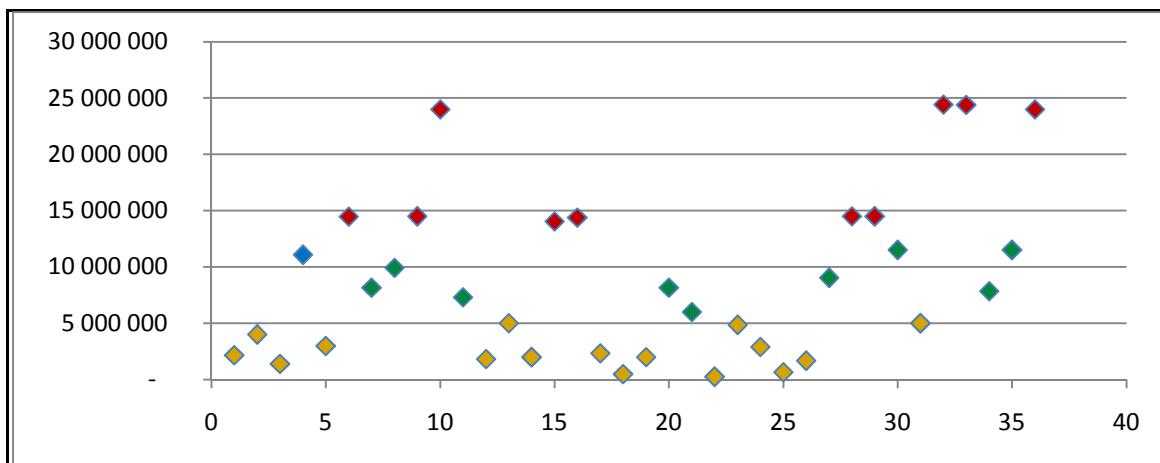
ENGAGEMENTS AU PROFIT DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS

Les tableaux ci – après analysent la dispersion du montant des marchés attribués autour des seuils de passation des marchés.

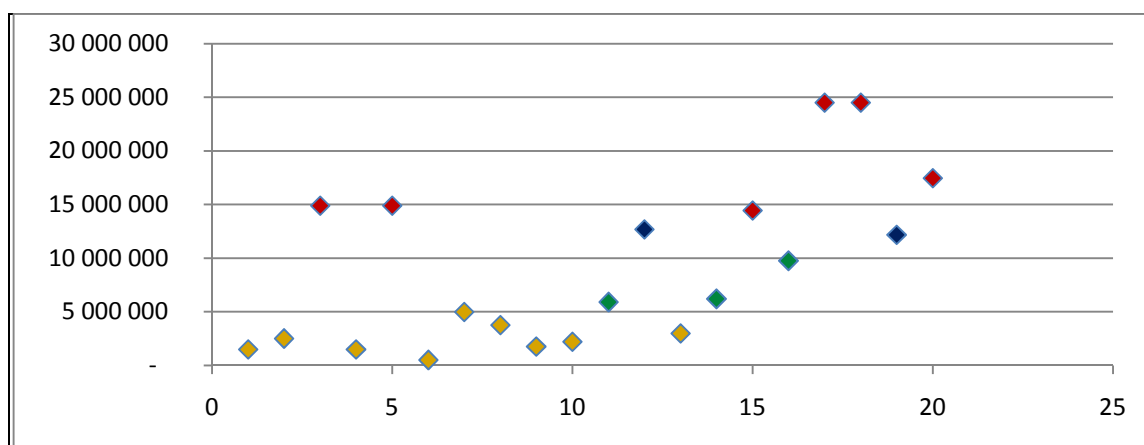
ALICE DISTRIBUTION



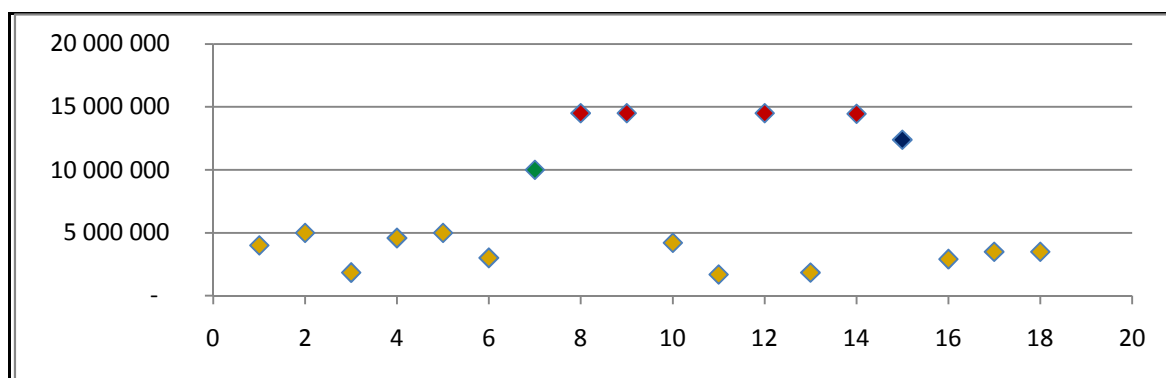
AFCOP SUARL



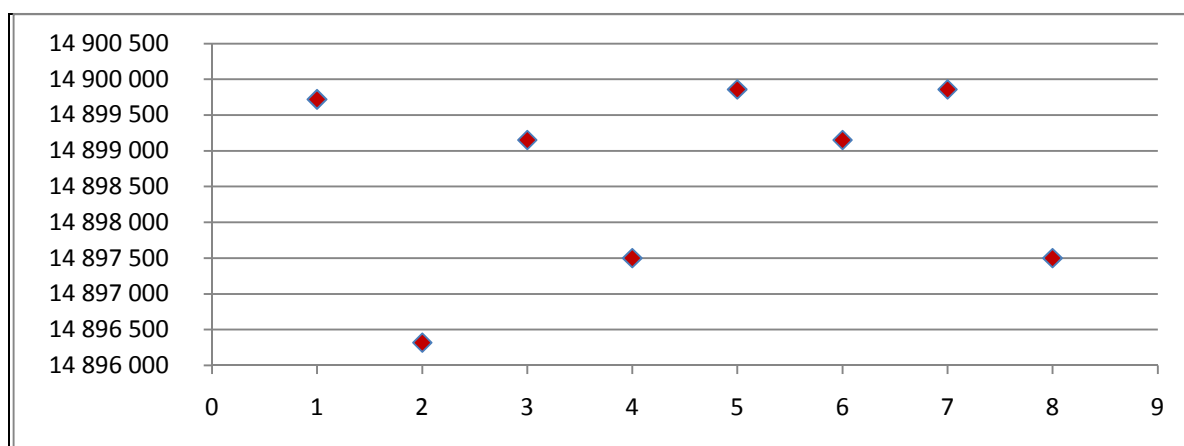
TOUNEG



TECHNICOM

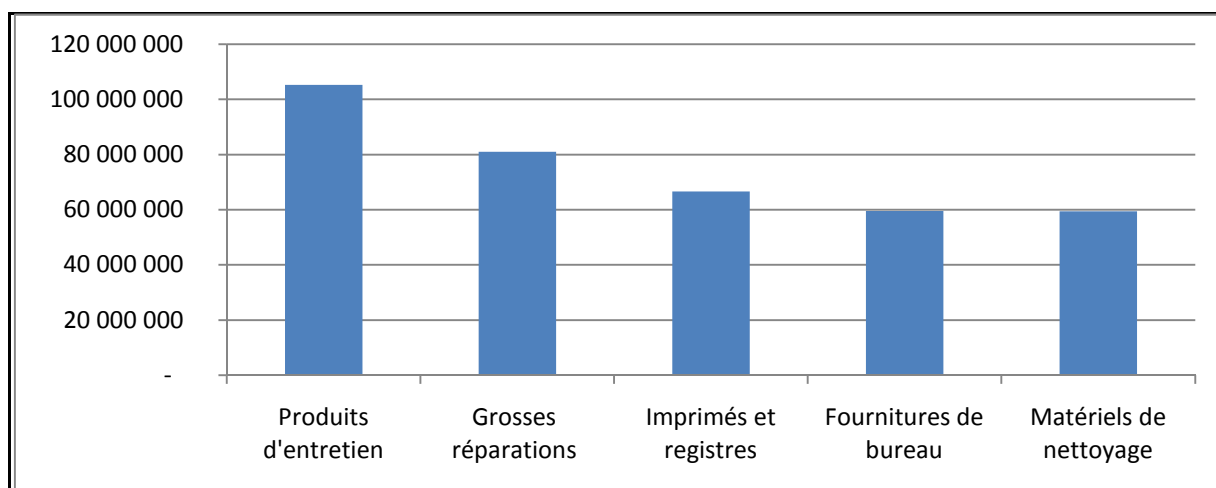


CICOGES



Les tableaux ci – après donnent le cumul des dépenses par type d’acquisition et permettent d’apprécier l’inopportunité du recours à la procédure de DRP.

DESCRIPTION	MONTANT
Produits d'entretien	105 203 466
Grosses réparations	81 038 489
Imprimés et registres	66 606 280
Fournitures de bureau	59 536 805
Matériels de nettoyage	59 449 794



ANNEXE 1

ETAT RECAPITULATIF DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX VERIFIEES

BC N°	LIBELLES	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
140	FOURNITURES DE BUREAU	ALICE DISTRIBUTION	14 496 300
23	DEPENSES DIVERSES	MARIAMA NDAO	12 325 100
156	ENTRETIEN ET REPARATION DE MACHINES	TOUNEG	2 500 000
35	IMPRIMES ET REGISTRES	TOUNEG	14 897 500
139	COUPES, RECOMPENSES ET PRIX	ALICE DISTRIBUTION	14 455 000
21	MOBILIER DE BUREAU	AIFA	7 499 726
89	MOBILIER DE BUREAUX	ALICE DISTRIBUTION	5 591 430
55	MACHINES ET APPAREILS	AFCOP SUARL	11 077 250
1	PETITS MATERIELS DE BUREAU	CICOGES	14 899 718
24	FOURNITURES DE BUREAU	ALICE DISTRIBUTION	14 455 000
2	IMPRIMES ET REGISTRES	CICOGES	14 896 320
90	MOBILIER DE BUREAUX	ALICE DISTRIBUTION	6 712 430
114	MACHINES ET APPAREILS	ALICE DISTRIBUTION	9 997 550
3	PETITS MATERIELS DE BUREAU	CICOGES	14 899 152
117	INSTALLATION APPAREILS TELEPHONES	SONATEL	10 018 251
91	APPAREILS DE VENTILATION	ALICE DISTRIBUTION	7 499 903
25	IMPRIMES ET REGISTRES	ALICE DISTRIBUTION	14 484 500
9	IMPRESSIONS ET RELIURES	AFCOP SUARL	14 478 600
4	PETITS MATERIELS DE BUREAU	CICOGES	14 897 500
36	TICKETS DE MARCHE	TOUNEG	14 897 500
103	MOBILIER DE BUREAU	GIE MOUSSE	9 999 792
66	MATERIELS DE PERCEPTION	AIFA	13 876 800
183	ENTRETIEN DIVERS	AIFA	11 146 575
142	MATERIELS DE NETTOYAGE	ALICE DISTRIBUTION	10 999 960
144	OUTILLAGES DIVERS	ALICE DISTRIBUTION	14 484 500

92	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS COMMUNAUX	ALICE DISTRIBUTION	11 794 100
145	ENTRETIEN DIVERS	ALICE DISTRIBUTION	14 500 000
93	PRODUITS D'HYGIENE	ALICE DISTRIBUTION	14 499 840
196	HABILLEMENT	TOUNEG	4 999 395
94	PRODUITS DE DESINFECTION	ALICE DISTRIBUTION	14 490 400
108	MATERIELS DE SECURITE	TECHNICOM	9 999 910
11	LOCATION DE MATERIELS	AFCOP SUARL	14 490 400
12	TRAVAUX D'ELAGAGE	AFCOP SUARL	23 989 400
109	ENTRETIEN DES VOIES ET PLACES	TECHNICOM	14 499 840
146	MATERIELS DE SIGNALISATION	ALICE DISTRIBUTION	14 499 840
110	PRODUITS D'ENTRETIEN	TECHNICOM	14 496 182
5	PRODUITS DE DESINFECTION	CICOGES	14 899 860
6	LOCATION DE MATERIELS	CICOGES	14 899 152
7	MATERIELS DE BALAYAGE	CICOGES	14 899 860
8	MATERIELS DE NETTOYAGE	CICOGES	14 897 500
147	REPARATION DE VOITURES	ALICE DISTRIBUTION	14 499 479
111	PIECES ET MATERIELS DE RECHANGE	TECHNICOM	14 496 300
46	LOCATION DE MATERIELS	ALICE DISTRIBUTION	12 803 000
45	ENTRETIEN CANAUX ET CANIVEAUX	ALICE DISTRIBUTION	14 476 240
112	ENTRETIEN DIVERS	TECHNICOM	14 455 000
191	DEPENSES DU MCP	TECHNICOM	12 390 000
13	PARTICIPATION AUX DEPENSES DE L'ENSEIGNEMENT	AFCOP SUARL	14 393 640
48	DEPENSES DIVERSES	ALICE DISTRIBUTION	14 455 000
148	ENTRETIEN DIVERS	ALICE DISTRIBUTION	10 000 000
171	MACHINES ET APPAREILS DE BUREAU	TOUNEG	12 685 000
131	FOURNITURES DE BUREAU	AFCOP SUARL	8 165 600
149	MATERIELS ET APPAREILS MEDICAUX	ALICE DISTRIBUTION	11 493 200
138	HABILLEMENT	TOUNEG	14 455 000

14	DEPENSES DIVERSES	AFCOP SUARL	14 500 000
15	DEPENSES IMPREVUES	AFCOP SUARL	14 490 400
40	ASSURANCE BATIMENTS C/ L'INCENDIE	ASSURCO SA	14 978 389
41	ASSURANCE DES VEHICULES	ASSURCO SA	14 841 122
97	MOBILIERS ET MATERIELS ADMINISTRATIFS	ALICE DISTRIBUTION	14 484 500
116	AUTRES MOBILIERS ET MATERIELS	ALICE DISTRIBUTION	14 466 800
61	TRAVAUX DE REMBLAI	ALICE DISTRIBUTION	24 499 986
26	AUTRES OPERATIONS DE VOIRIE	ALICE DISTRIBUTION	14 718 612
68	GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEES	TOUNEG	24 496 800
151	AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT	AFCOP SUARL	24 414 200
27	TRAVAUX DE CURAGE	ALICE DISTRIBUTION	15 340 000
62	GROSSES REPARATIONS D'ASSAINIS.	ALICE DISTRIBUTION	24 355 200
173	GROSSES REPARTIONS DES HALLES ET MARCHES	TOUNEG	12 187 453
174	CONSTRUCTION EDICULES	TOUNEG	17 468 067
16	TRAVAUX DE REMBLAI	AFCOP SUARL	23 987 925
98	CONSTRUCTION DE TERRAIN D'EDUCATION	COFORIP	16 602 262
	TOTAL		961 941 211

ANNEXE 2 :
CUMUL DES ENGAGEMENTS AU PROFIT DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS

AIFA

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	633700	21	MOBILIERS DE BUREAU	7 499 726
321	633700	22	MOBILIERS DE BUREAU	5 882 300
331	616	43	FOURNITURES DE BUREAU	2 950 000
331	616	187	FOURNITURES DE BUREAU	7 498 900
331	63310	188	IMPRIMES ET REGISTRES	4 999 660
341	616	63	FOURNITURES DE BUREAU	4 991 400
341	63132	65	ENTRETIEN ET REPARATION DE MACHINES ET APPAREILS	4 991 400
341	63310	64	IMPRIMES ET REGISTRES	4 572 500
341	63312	189	IMPRESSIONS ET RELIURES	7 495 950
341	633702	44	PETITS MATERIELS DE BUREAU	2 947 640
341	633702	190	PETITS MATERIELS DE BUREAU	4 999 660
341	633706	66	MATERIELS DE PERCEPTION	13 876 800
351	63133	183	ENTRETIEN DIVERS	11 146 575
361	6311	182	ENTRETIEN ET REPARATION DE BATIMENTS COMUNAUX	2 467 439
391	63133	184	ENTRETIEN DIVERS	14 457 950
431	6491	78	DEPENSES DU MCP	708 885
431	6491	79	DEPENSES DU MCP	4 999 660
431	6491	80	DEPENSES DU MCP	4 999 955
431	6491	81	DEPENSES DU MCP	6 991 500
			TOTAL	118 477 900

AFCOP

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	6490	164	DEPENSES DIVERSES	2 173 560
313	64550	165	LIVRES DE PRIX	3 999 020
313	633700	54	MOBILIERS DE BUREAU	1 392 105
313	633701	55	MACHINES ET APPAREILS	11 077 250
313	633707	166	APPAREILS DE SONORISATION	2 999 560
322	63312	9	IMPRESSIONS ET RELIURES	14 478 600
351	615	56	PRODUITS D'ENTRETIEN	8 171 500
351	6304	10	LOCATION DE MATERIELS	9 921 440
381	6304	11	LOCATION DE MATERIELS	14 490 400
381	63101	12	TRAVAUX D'ELAGAGE	23 989 400
431	6491	50	DEPENSES DU MARCHE CENTRAL AU POISSON	7 310 100
441	615	118	PRODUITS D'ENTRETIEN	1 820 964
441	616	119	FOURNITURES DE BUREAU	4 999 896
441	616	120	FOURNITURES DE BUREAU	1 979 709
441	617	121	FOURNITURES SCOLAIRES	14 039 703
441	6462	13	PARTICIPATION AUX DEPENSES DE L'ENSEIGNEMENT	14 393 640
441	63310	122	IMPRIMES ET REGISTRES	2 332 270
441	64551	123	COUPES, RECOMPENSES ET PRIX	489 700
451	612	124	HABILLEMENT	1 998 920
451	616	131	FOURNITURES DE BUREAU	8 165 600
451	6192	125	PRODUITS DE DESINFECTION	5 996 996
451	633700	126	MOBILIERS DE BUREAU	247 800
451	633701	127	MACHINES ET APPAREILS	4 848 266
451	633705	129	MATERIELS ET APPAREILS MEDICAUX	2 898 080

451	633712	128	MATERIELS DE NETTOYAGE	655 136
451	633717	130	LITERIE MATELAS ET AUTRES MATERIELS	1 669 700
508	63380	58	FETES OFFICIELLES	9 027 000
509	6490	14	DEPENSES DIVERSES	14 500 000
509	6491	15	DEPENSES IMPREVUES	14 490 400
701/2	22011	167	AMENAGEMENT AUTRES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	11 498 569
701/2	22012	168	GROSSES REPARATIONS AUTRES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	4 999 070
702/1B	221049	151	AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT	24 414 200
702/1M	221003	152	TRAVAUX DE REMBLAI	24 399 568
702/1M	221611	59	TRAVAUX DE CURAGE	7 846 365
704//1	220410	169	GROSSES REPARATIONS DES HALLES ET MARCHES	11 499 968
706/1	221003	16	TRAVAUX DE REMBLAI	23 987 925
			TOTAL	313 202 380

ALICE DISTRIBUTION

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	616	140	FOURNITURES DE BUREAU	14 496 300
313	64551	139	COUPES, RECOMPENSES ET PRIX	14 455 000
313	633700	89	MOBILIERS DE BUREAUX	5 591 430
313	633701	113	MACHINES ET APPAREILS	3 398 400
321	616	24	FOURNITURES DE BUREAU	14 455 000
321	633700	90	MOBILIERS DE BUREAUX	6 712 430
321	633701	114	MACHINES ET APPAREILS	9 997 550
321	633704	91	APPAREILS DE VENTILATION	7 499 903
322	63310	25	IMPRIMES ET REGISTRES	14 484 500
351	6192	141	PRODUITS DE DESINFECTION	14 499 840
351	633709	143	MATERIELS DE BALAYAGE	9 499 000
351	633712	142	MATERIELS DE NETTOYAGE	10 999 960
351	633713	144	OUTILLAGES DIVERS	14 484 500
361	6311	92	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS COMMUNAUX	11 794 100
361	63133	145	ENTRETIEN DIVERS	14 500 000
371	610	93	PRODUITS D'HYGIENE	14 499 840
371	6192	94	PRODUITS DE DESINFECTION	14 490 400
381	63100	95	ENTRETIEN DES JARDINS	9 999 438
381	63133	96	ENTRETIEN DIVERS	10 723 545
381	633714	146	MATERIELS DE SIGNALISATION	14 499 840
391	6193	175	PRODUITS DIVERS	14 499 828
401	6304	47	LOCATION DE MATERIELS	14 466 800
401	63141	147	REPARATION DE VOITURES	14 499 479
412	6304	46	LOCATION DE MATERIELS	12 803 000

412	63125	45	ENTRETIEN CANAUX ET CANIVEAUX	14 476 240
441	6490	48	DEPENSES DIVERSES	14 455 000
441	63133	148	ENTRETIEN DIVERS	10 000 000
451	633705	149	MATERIELS ET APPAREILS MEDICAUX	11 493 200
509	6499	150	AUTRES DEPENSES	8 965 620
701/1	2230	97	MOBILIER ET MATERIELS ADMINISTRATIFS	14 484 500
701/1	2239	116	AUTRES MOBILIER ET MATERIELS	14 466 800
702/1B	2113	60	ABATTAGE D'ARBRES	12 947 550
702/1B	221003	61	TRAVAUX DE REMBLAI	24 499 986
702/1B	221004	26	AUTRES OPERATIONS DE VOIRIE	14 718 612
702/1M	221611	27	TRAVAUX DE CURAGE	15 340 000
702/1M	221614	62	GROSSES REPARATIONS D'ASSAINIS.	24 355 200
			TOTAL	467 552 791

TOUNEG

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	63131	192	REPARATION APPAREILS TELEPHONIQUES	1 499 780
313	63132	156	ENTRETIEN ET REPARATION DE MACHINES	2 500 000
313	63310	35	IMPRIMES ET REGISTRES	14 897 500
321	63131	194	REPARATION APPAREILS TELEPHONIQUES	1 499 780
341	63313	36	TICKETS DE MARCHE	14 897 500
351	633712	195	MATERIELS DE NETTOYAGE	499 496
371	612	196	HABILLEMENT	4 999 395
381	63133	160	ENTRETIEN DIVERS	3 776 000
431	6491	51	DEPENSES DU MCP	1 771 150
431	6491	52	DEPENSES DU MCP	2 206 600
431	6491	53	DEPENSES DU MCP	5 900 000
441	633701	171	MACHINES ET APPAREILS DE BUREAU	12 685 000
451	612	198	HABILLEMENT	2 998 380
508	6334	137	FRAIS D'HÔTEL ET DE RESTAURANT	6 195 000
509	612	138	HABILLEMENT	14 455 000
702/1B	221004	67	AUTRES OPERATIONS DE VOIRIE	9 743 260
702/1B	221005	68	GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEES	24 496 800
702/1C	221011	69	AMENAGEMENT DE TROTTOIRS	24 497 036
704/1	220410	173	GROSSES REPARTIONS DES HALLES ET MARCHES	12 187 453
704/1	220720	174	CONSTRUCTION EDICULES	17 468 067
			TOTAL	179 173 197

CICOGES

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	633702	1	PETITS MATERIELS DE BUREAU	14 899 718
321	63310	2	IMPRIMES ET REGISTRES	14 896 320
321	633702	3	PETITS MATERIELS DE BUREAU	14 899 152
322	633702	4	PETITS MATERIELS DE BUREAU	14 897 500
391	6192	5	PRODUITS DE DESINFECTION	14 899 860
391	6304	6	LOCATION DE MATERIELS	14 899 152
391	633709	7	MATERIELS DE BALAYAGE	14 899 860
391	633712	8	MATERIELS DE NETTOYAGE	14 897 500
			TOTAL	119 189 062

GIE MOUSSE

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
331	63310	102	IMPRIMES ET REGISTRES	1 756 725
331	63310	180	IMPRIMES ET REGISTRES	3 241 755
341	633700	103	MOBILIERS DE BUREAU	9 999 792
341	633701	104	MACHINES ET APPAREILS	7 999 220
341	633702	181	PETITS MATERIELS DE BUREAU	2 050 840
341	633704	105	APPAREILS DE VENTILATION	4 999 955
			TOTAL	30 048 287

TECHNICOM

SERVICES	COMPTES	BC N°	LIBELLES	ENGAGEMENTS
313	64521	193	SUBVENTION LIEUX OFFICIELS DE CULTE	3 998 430
321	63132	157	ENTRETIEN ET REPARATION DE MACHINES	5 000 000
351	615	158	PRODUITS D'ENTRETIEN	1 828 056
351	6304	159	LOCATION DE MATERIELS	4 578 400
351	633709	106	MATERIELS DE BALAYAGE	4 999 577
351	633712	107	MATERIELS DE NETTOYAGE	2 999 265
371	633720	108	MATERIELS DE SECURITE	9 999 910
381	63121	109	ENTRETIEN DES VOIES ET PLACES	14 499 840
391	615	110	PRODUITS D'ENTRETIEN	14 496 182
401	6303	162	LOCATION DE VEHICULES	4 205 520
401	6304	163	LOCATION DE MATERIELS	1 696 840
401	633715	111	PIECES ET MATERIELS DE RECHANGE	14 496 300
401	633716	161	PNEUMATIQUES	1 839 856
412	63133	112	ENTRETIEN DIVERS	14 455 000
431	6491	191	DEPENSES DU MCP	12 390 000
441	6311	197	ENTRETIEN ET REPARATION BATIMENTS COMMUNAUX	2 900 000
701/1	22001	199	AMENAGEMENT ET MODERNISATION HOTEL DE VILLE	3 498 936
701/2	22011	200	GROSSES REPARATIONS MAIRIES ET ANNEXES	3 499 998
			TOTAL	121 382 110

ANNEXE 3 :
CUMUL DES ENGAGEMENTS PAR TYPE D'ACQUISITION

FOURNITURES DE BUREAU

SERVICES	COMPTES	BC N°	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
313	616	140	ALICE DISTRIBUTION	14 496 300
321	616	24	ALICE DISTRIBUTION	14 455 000
331	616	43	AIFA	2 950 000
331	616	187	AIFA	7 498 900
341	616	63	AIFA	4 991 400
441	616	119	AFCOP SUARL	4 999 896
441	616	120	AFCOP SUARL	1 979 709
451	616	131	AFCOP SUARL	8 165 600
			TOTAL	59 536 805

GROSSES REPARATIONS

SERVICES	COMPTES	BC N°	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
701/2	22011	200	TECHNICOM	3 499 998
701/2	22012	168	AFCOP SUARL	4 999 070
702/1B	221005	68	TOUNEG	24 496 800
702/1M	221614	62	ALICE DISTRIBUTION	24 355 200
704//1	220410	169	AFCOP SUARL	11 499 968
704/1	220410	173	TOUNEG	12 187 453
			TOTAL	81 038 489

IMPRIMES ET REGISTRES

SERVICES	COMPTES	BC N°	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
313	63310	35	TOUNEG	14 897 500
321	63310	2	CICOGES	14 896 320
322	63310	25	ALICE DISTRIBUTION	14 484 500
331	63310	102	GIE MOUSSE	1 756 725
331	63310	180	GIE MOUSSE	3 241 755
331	63310	188	AIFA	4 999 660
341	63310	20	SIPREX SARL	2 758 250
341	63310	30	GIE 12 /12	1 604 800
341	63310	31	GIE 12 /12	1 062 000
341	63310	64	AIFA	4 572 500
441	63310	122	AFCOP SUARL	2 332 270
			TOTAL	66 606 280

MATÉRIELS DE NETTOYAGE

SERVICES	COMPTES	BC N°	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
351	633709	106	TECHNICOM	4 999 577
351	633709	143	ALICE DISTRIBUTION	9 499 000
351	633712	107	TECHNICOM	2 999 265
351	633712	142	ALICE DISTRIBUTION	10 999 960
351	633712	195	TOUNEG	499 496
391	633709	7	CICOGES	14 899 860
391	633712	8	CICOGES	14 897 500
451	633712	128	AFCOP SUARL	655 136
			TOTAL	59 449 794

PRODUITS D'ENTRETIEN

SERVICES	COMPTES	BC N°	BENEFICIAIRES	ENGAGEMENTS
351	615	56	AFCOP SUARL	8 171 500
351	615	158	TECHNICOM	1 828 056
351	6192	141	ALICE DISTRIBUTION	14 499 840
371	610	93	ALICE DISTRIBUTION	14 499 840
371	6192	94	ALICE DISTRIBUTION	14 490 400
391	615	110	TECHNICOM	14 496 182
391	6192	5	CICOGES	14 899 860
391	6193	175	ALICE DISTRIBUTION	14 499 828
441	615	118	AFCOP SUARL	1 820 964
451	6192	125	AFCOP SUARL	5 996 996
			TOTAL	105 203 466